

Financial Afrik

L'AFRIQUE EN 2050



**RAPPORT DE SYNTHÈSE
DE LA QUATRIÈME
ÉDITION DES FINANCIAL
AFRIK AWARDS**

LES CONDITIONS SINE QUA NONE D'UNE AFRIQUE PROSPÈRE EN 2050

La quatrième édition des Financial Afrik Awards a réuni 475 personnes les 16 et 17 décembre 2021 à Nouakchott, capitale de la République Islamique de Mauritanie. La thématique globale a porté sur "l'Afrique en 2050" à travers différentes déclinaisons sur les enjeux de l'intégration d'un continent de 54 pays qui, unis aujourd'hui, constitueraient la huitième puissance économique mondiale, les rôles des pouvoirs publics, la structuration du dialogue public-privé, l'évolution des services bancaires en rapport avec la disruption numérique, le financement des infrastructures, la transition énergétique, les enjeux du climat et la question de l'habitat. Voici la synthèse des 6 panels de la conférence.

Panel 1 : l'Afrique en 2050



Le panel d'ouverture s'est concentré sur le dialogue public privé et les réformes nécessaires pour un bon environnement des affaires. Ouvrant les débats, Kane Ousmane Mamadou, ministre mauritanien des Affaires Economiques et de la Promotion des Secteurs Productifs, a rappelé l'urgence pour le continent de la transformation de ses "potentialités".

Et le diplômé en Ponts et Chaussées de fixer un premier préalable à la transformation : «Il faut des ressources humaines de qualité. Un pays ne se transforme pas sans éducation. Je salue les efforts faits en la matière par la Mauritanie ».

Le deuxième préalable à la transformation, c'est la gouvernance. Beaucoup de pays potentiellement riches

n'ont pas transformé leurs atouts parce qu'ils ont failli quelque part sur la gouvernance. «La Mauritanie a beaucoup de potentiel mais pour le transformer, nous devons réussir sur ces deux piliers».

Deux préalables du développement: qualité des ressources humaines et bonne gouvernance.

Reprenant la parole, le modérateur du panel, Stanislas Zézé, PDG de l'agence de notation Bloomfield Investment Corporation, soulève le vieux paradoxe entre une Asie du Sud-Est qui a réussi la dialectique du décollage économique



et une Afrique restée sur clouée sur le tarmac. Qu'est-ce qui explique donc, insiste M.Zézé que, 60 ans après les indépendances, il y ait encore des freins à la possibilité de l'Afrique de se développer comparée à d'autres régions qui étaient au même niveau ?

Il y a ces deux préalables évoqués tantôt, rétorque Kane Ousmane. «l'on parle beaucoup de la Corée du Sud qui était il y a 60 ans au même niveau que beaucoup de pays africains.

«Ce pays a investi dans les femmes et les hommes, dans l'éducation et la bonne gouvernance».

Donc, insiste le ministre mauritanien des Affaires Economiques et de la Promotion des Secteurs Productifs, le choix des systèmes de gouvernance est essentiel et cela va du modèle de politique choisi à la mise en place et au fonctionnement des institutions.

Et Stanislas Zézé, président de l'agence de notation Bloomfield Investment Corporation, d'introduire le gouverneur de la Banque Centrale de Mauritanie (BCM), Cheikh El Kebir Moulaye Taher, en lui demandant comment, tout en cherchant à mobiliser les financements nécessaires au développement, réduire l'endettement des pays africains en devises étrangères.

« Le Développement de l'Afrique est à la fois un problème de gouvernance et de ressources humaines», estime d'abord le banquier central.

Fuite des cerveaux: des ressources humaines bien formées mais qui ne trouvent pas des écosystèmes favorables pour leurs insertions.

«La dotation factorielle des ressources ne pose pas problème. Tous nos pays sont exportateurs de ressources mais il y a des problèmes de modèle de développement. L'insertion de ces pays dans les chaînes de valeur mondiale est l'enjeu majeur. Sur le problème de gouvernance, il y a un contexte lié à l'éducation. Beaucoup de cadres africains bien formés n'ont pas trouvé d'écosystèmes favorables dans leurs pays respectifs. Il y a une fuite de capitaux réelle au niveau des ressources humaines», poursuit M. Cheikh El Kebir Moulaye Taher.

Covid-19 et nouveaux paradigmes de développement

La pandémie Covid-19 a changé les paradigmes du développement.

Maintenant il s'agit de se positionner autour d'une nouvelle portion de chaîne de valeur», explique le gouverneur de la BCM... La Corée

Pour le CEO de Redland, il faut un changement de mentalité. «Quand on parle de l'Afrique en 2050, il s'agit de l'avenir de la génération qui a aujourd'hui 10 ans. Que faire pour qu'elle soit une génération qui réussit, puisse travailler, discuter et négocier avec n'importe quel pays du monde. «Notre problème, poursuit Ylias Akabaraly, est que nous parlons trop de colonialisme. Il faut tourner la page car cela ne nous arrange pas. Et cela ne permet pas de régler les problèmes».



du Sud, poursuit le gouverneur de la BCM, a réussi son industrialisation grâce à des ressources humaines de qualité, à la base de toute industrialisation. Actuellement, la valeur ajoutée manufacturière des pays africains tourne autour de 25% contre une moyenne mondiale de 60%.

Financement : trouver des ressources longues

Venant à la question du financement du développement, le gouverneur de la BCM évoque le manque de disponibilité des ressources longues. «Sur le financement, il n’y a pas suffisamment de ressources longues». Les dépôts à vue et les ressources à court termes dominent le bilan des banques commerciales. La transformation de ces ressources courtes en ressources longues est une nécessité. D’où le rôle des institutions de prévoyance et des marchés de capitaux. Beaucoup de pays africains font recours à l’endettement lequel, en tant que tel, n’est pas grave si, bien entendu, relève le gouverneur, “l’efficacité de cette dette est bien utilisée, dans des projets rentables”. Les routes augmentent la productivité. “Ce n’est pas l’endettement qui pose problème, c’est son efficacité”.

Taux d’endettement, un paramètre à relier à la part du service de la dette dans le Budget.

Actuellement, l’Afrique jouit d’un faible taux d’endettement

comparé au reste du monde. Les USA, la France, le Japon et, entre autres, l’Italie présentent tous un taux d’endettement de plus de 100%. En comparaison, le ratio dette / PIB en zone UEMOA est de 55%. Il faudra aller beaucoup plus loin que le ratio dette/PIB lequel n’est pas assez pertinent, explique Satanislas Zézé en prenant le cas du Japon. «Dans de nombreux pays africains, les services de la dette atteignent 88% du Budget. C’est là où se pose le problème. Nous devons élargir l’assiette fiscale. Le potentiel d’augmentation des ressources propres n’est pas assez exploité. N’est-il pas plutôt temps d’inciter les pays à augmenter leurs capacités de mobilisation des ressources plutôt que le recours à la dette ? »

C’est vrai, répond le gouverneur de la BCM, il y a effectivement des crispations sur la couverture de la dette par les recettes d’exportation ou bien les recettes fiscales. Le développement des marchés financiers devrait contribuer à l’amélioration de la mobilisation des ressources.

“Dans l’absolu, s’endetter en soi n’a rien de mauvais”, précise Kane Ousmane partageant le même point de vue que le gouverneur de la Banque Centrale de Mauritanie. «Tout dépend de ce qu’on en fait. A-t-on investi dans des domaines pouvant favoriser le remboursement des montants empruntés ? Comme a dit le gouverneur de la BCM, il y a aussi l’identité des créanciers à prendre en compte. Au Japon, ils empruntent en Yen et remboursent en Yen et ceci n’affecte en rien le pays comparé à la Mauritanie qui doit rembourser en devises ».

En Mauritanie, poursuit Ousmane Kane, «le service de la dette est élevé. Limiter l'analyse de l'endettement au ratio du stock de la dette sur PIB est parfois trompeur».

Il faut convenir qu'en définitive tous les grands ensembles qui réussissent l'ont fait par l'intégration régionale. C'est le cas des USA avec plusieurs Etats ayant une seule monnaie.

La non convertibilité des monnaies africaines et le cloisonnement des marchés financiers africains: deux obstacles au financement du développement.

Toutefois, un autre problème se pose, lié à la non convertibilité de la plupart des monnaies africaines. Dans le contexte actuel, les pays ont besoin de s'endetter dans des monnaies fortes pour acquérir des équipements.

A la non convertibilité de nos monnaies, s'ajoute aussi le cloisonnement de nos marchés, l'impossibilité de ne pas pouvoir s'endetter entre pays africains. La Zone de libre-échange continental devrait dans ce sens aider au décloisonnement des marchés financiers.

La culture au cœur du développement

Pour sa part, Ylias Akabaraly, CEO de Redland, introduit un paramètre important dans le processus de développement. «Le développement c'est important mais il ne faut jamais perdre de vue notre culture. Je suis le CEO de Redland, qui veut dire "la terre rouge" en évocation de mon pays, Madagascar, notre point de départ. Nous sommes aujourd'hui dans tous les pays du monde, jusqu'aux USA. Notre groupe est impliqué dans le monde de l'industrie, de l'aviation, du tourisme, le mobile banking, la digitalisation, la numérisation et bientôt les télécoms. Nous sommes entrain de boucler un projet avicole et agricole de 150 millions de dollars financé par des banques occidentales et africaines. Nous devons, nous africains, être complètement décomplexés devant n'importe quel pays du monde».

Sortir du procès colonial, préalable d'une rupture pragmatique

Pour le CEO de Redland, il faut un changement de mentalité. «Quand on parle de l'Afrique en 2050, il s'agit de l'avenir de la génération qui a aujourd'hui 10 ans. Que faire pour qu'elle soit une génération qui réussit, puisse travailler, discuter et négocier avec n'importe quel pays du monde. «Notre problème, poursuit Ylias Akabaraly, est que nous parlons trop de colonialisme. Il faut tourner la page car cela ne nous arrange pas. Et cela ne permet pas de régler les problèmes».

L'Afrique doit pouvoir tirer profit de ses richesses et donner un avenir digne à sa jeunesse. Le Leitmotiv de la réussite passe par une rupture. «C'est dans ce cadre que je vois

En Mauritanie, poursuit Ousmane Kane, «le service de la dette est élevé. Limiter l'analyse de l'endettement au ratio du stock de la dette sur PIB est parfois trompeur».

Il faut convenir qu'en définitive tous les grands ensembles qui réussissent l'ont fait par l'intégration régionale. C'est le cas des USA avec plusieurs Etats ayant une seule monnaie.

l'Afrique en 2050. L'Afrique a des ressources. Mais q'est ce qui bloque ?»

La Francophonie, une richesse à exploiter dans le sens positif

Il y a effectivement un problème de gouvernance, de vision, de plan. Mais en tout cas, quand nous faisons du secteur privé, le secteur moteur de l'Afrique, on voit qu'il y a de grands hommes d'affaires qui sont entrain d'investir et d'avancer. «Notre groupe est basé à Madagascar. Nous avons racheté Thomson au niveau mondial. Nous avons bénéficié du soutien de la France». Cette langue que nous partageons, le Français, est une richesse que nous pouvons exploiter dans le sens positif. Quand nous avons racheté Thomson, nous avons été soutenus par la France et les institutions financières françaises. Je crois que c'est ce lien juste d'égal à égal qu'il faut créer». Et l'entrepreneur d'insister encore sur la nécessaire rupture avec un certain discours. «J'ai récemment fait une intervention à Bercy sur le «Doing business» et beaucoup de nos frères africains parlaient de «Françafrique». Je leur ait dis que tout cela relève du passé. C'est fini. Tournons la page. Nous qui parlons de croissance et de développement, il faut que nous fassions bloc avec les pays développés dans le cadre d'un nouvel esprit, d'un nouveau plan et d'une nouvelle vision ».

Le nouveau partenariat public-privé doit permettre à chacune des parties de prendre ses responsabilités dans un cadre légal défini par le pays d'accueil. Les pôles public et privés doivent rester tout le temps en contact sans se confondre.



Actuellement, l'Afrique jouit d'un faible taux d'endettement comparé au reste du monde. Les USA, la France, le Japon et, entre autres, l'Italie présentent tous un taux d'endettement de plus de 100%. En comparaison, le ratio dette /PIB en zone UEMOA est de 55%. Il faudra aller beaucoup plus loin que le ratio dette/PIB lequel n'est pas assez pertinent, explique Satanislas Zézé en prenant le cas du Japon.

Jeunesse et immigration: inverser les flux

Reprenant la parole, le ministre mauritanien des Affaires Economiques évoque la question des jeunes, majoritaires dans une Afrique en expansion démographique, qui verra 800 millions de nouveaux entrants sur le marché du travail d'ici 2050. «S'il y a un indice de l'échec du continent, c'est de voir des jeunes qui quittent le pays. Ce sont ces jeunes qui prendront les rênes de nos pays en 2050. Je reviendrai encore une fois sur l'importance de l'éducation, la clé du développement. La deuxième chose, c'est l'emploi. Nous ne sommes plus aux années 60 où le secteur public offrait de l'emploi. Il faut que les non africains soient suffisamment motivés à venir investir en Afrique. C'est le secteur privé qui doit être le principal pourvoyeur de l'emploi.

Ylias Akabaraly abonde dans le même sens. Quand nous voyons ce qui se passe en Méditerranée, ces jeunes qui quittent l'Afrique pour aller en Europe, c'est vraiment très touchant ». Les valeurs et l'éthique sont indispensables à transmettre pour éviter à la jeunesse de tomber dans des modes de substitution sans lendemains.

« Créons ensemble des partenariats avec les pays riches pour que eux viennent former nos enfants ici. Le secteur privé est le moteur de la transformation ».

Il y a certes des problèmes d'emploi, mais, poursuit le gouverneur, il y a des opportunités. L'éducation est au centre de la question. L'existence des nouvelles technologies peut faciliter la transformation. « Si l'on met en place des fonds d'amorçages pour que la jeunesse africaine soit éduquée et bien soignée, elle réussira. Le taux d'absorption de notre jeunesse pour les nouvelles technologies est important. C'est le rôle de l'Etat avec les privés ».

Panel 2 : Quelle banque en 2050



« Il y a un foisonnement important des crypto-monnaies qui dépassent 8.000 monnaies et qui ne sont pas émises par des Etats » a déclaré Monsieur Cheikh El Kebir Moulaye Taher, Gouverneur de la Banque Centrale de Mauritanie ouvrant le panel dédié à la banque. Les crypto-monnaies ont, d'après lui, 2 à 3 avantages que sont « la facilité et la sûreté des transactions, l'augmentation du cashless et le coût de fabrication quasiment nul en comparaison à la création de la monnaie fiduciaire. Cependant, pour pallier le problème de sécurité et accorder plus de crédibilité aux monnaies digitales, plus de 85 Banques Centrales à travers le monde travaillent sur des projets d'émission de ces monnaies. 10% de ces Banques Centrales prévoient de lancer leurs monnaies dans les 3 prochaines années. La mise en marche de ces monnaies digitales changera le système bancaire actuel car il y aura une suppression de tous intermédiaires.

La banque au centre de la mobilisation de l'épargne locale

C'est dans cet ordre d'idée que Monsieur Yves Eonnet, Président et Cofondateur de Skaleet (ex-TagPay) voit la banque à l'horizon 2050 comme une institution avec un système de core banking performant.

« La banque digitale a pour but d'offrir des services adaptés à toutes les couches de la société active, bancarisées ou pas. L'Afrique est un continent particulièrement bien

positionné pour jouer un rôle primordial dans l'évolution bancaire. Ainsi, les banques africaines sont celles qui vont montrer le chemin au reste du monde. On parle beaucoup de la digitalisation qui permettra l'inclusion financière, moi ce qui me paraît sensible dans la digitalisation de la banque c'est de lui redonner un rôle très important qu'elle n'a pas réussi à tenir notamment en Afrique qui est ce que j'appelle la mobilisation de l'épargne locale. C'est bien qu'aujourd'hui il y ait de l'argent mais l'argent est dans des circuits non bancarisés, ce qui fait que la banque n'a pas accès à ces fonds pour financer l'économie. L'objectif de la banque digitale est d'accélérer la mobilisation de l'épargne locale pour financer les entreprises.

Intervenant dans le panel, Mohamed Taya, Directeur Exécutif de la Banque Al Wafa (BAMIS), évoque le contraste entre l'Occident et l'Afrique. « En Occident il existe déjà un système bancaire bien normé et il y a des traditions difficiles à dépasser alors qu'en Afrique on commence de zéro. On a donc la possibilité de nous élever avec la digitalisation bancaire » introduit-il en réponse à la thématique. La banque à l'heure de la digitalisation posée par la modératrice, Madame Hapsatou Dia, Head of Business Development InTouch.

Et de poursuivre : le profil du client a changé. En plus d'être hyperconnecté, il est indépendant. Quant à l'environnement bancaire, il devient de plus en plus concurrentiel avec l'arrivée de nouveaux acteurs comme les GAFAs (Google-Apple-Facebook-Amazon) et les Fintechs qui proposent des services s'apparentant aux opérations



bancaires. Aujourd'hui, l'on est face à une digitalisation en 3 étapes :

- La banque 1.0 : elle permet au client de disposer de ses informations bancaires en ligne, sans pouvoir réaliser des opérations bancaires.
- La banque 2.0 : le client peut disposer de ses informations bancaires et peut effectuer des opérations en ligne sans avoir besoin de se déplacer en agence.
- La banque 3.0 : c'est à l'ère des crypto-monnaies. Le client peut réaliser des opérations sans passer par des intermédiaires bancaires.

En Mauritanie, l'on est encore au niveau de la banque 2.0, explique Mohamed Taya.

Le Gouverneur de la BCM, Monsieur Cheikh El Kebir Moulaye Taher rebondit sur ces propos en affirmant que : « depuis la mise à disposition de certaines solutions de paiement en ligne, il a été constaté une augmentation de l'inclusion financière et une accélération du développement. Le taux de bancarisation a été marqué par une augmentation allant de 25,6% à environ 40% en moins d'un an et demi. Actuellement, au niveau de la BCM, il y a près de 34 demandes d'autorisation pour la mise sur le marché de solutions de paiement et cela demande une préparation à des audits techniques via la création d'un centre de certification.

Intervenant depuis l'auditoire, Monsieur Moctar SARR, CEO Rijaal Holding, a interpellé les panelistes sur le rôle des Banques Centrales dans l'adaptation et la prise en charge de l'innovation venant des entreprises africaines (cas de la BCEAO).

Le Gouverneur de la BCM, Monsieur Cheikh El Kebir Moulaye Taher, lui répond en ces termes : « les banquiers

centraux sont souvent très conservateurs en ce qui concerne la fiabilité des outils de paiement et la gestion de leurs risques. Il est vrai que la BCEAO a été l'une des premières banques à mettre en place les RTGS, le système de compensation avec les financements de la Banque Centrale et les financements structurants. Par contre en ce qui concerne les crypto-monnaies, à l'image de toutes les autres banques centrales, la BCEAO y va avec beaucoup de prudence.

Monsieur Yves Eonnet, Président et Cofondateur de Skaleet (ex-TagPay) reprend la parole, et explique : « une des grandes difficultés qu'ont les banques de travailler avec les fintechs et les initiatives locales c'est qu'elles ont des systèmes d'information incapables de s'ouvrir et de se connecter vers l'extérieur ».

C'est sur ces mots, que Madame Hapsatou Dia donne la parole à Monsieur Pape Amadou SARR, Ministre Délégué à la DER pour s'exprimer sur qui a été fait par sa structure en termes de digitalisation bancaire :

« La DER est une structure en charge de l'entrepreneuriat des femmes et des jeunes au Sénégal. Depuis 2018, la DER a réussi à octroyer 75 à 80 Milliards de Francs CFA en financement direct ou indirect avec un taux de remboursement de 97% de ces crédits. Pour parler plus spécifiquement de la digitalisation bancaire, les banques centrales doivent se mettre à jour pour suivre l'évolution du secteur selon les réalités locales ».

Aliou SALL, Avocat et consultant a ajouté comme contribution :

« Selon moi, en ce qui concerne les technologies de l'information, il y a deux grands défis majeurs à relever

: accentuer la communication entre les acteurs et le développement des infrastructures car, quand on parle d'inclusion financière, il faut aller en dehors de la capitale régionale ».

Pour sa part, Asar Khan, Administrateur Délégué à la BFI Mauritanie, a présenté la démarche de son institution: «A la BFI et à Al Wafa, nous avons entamé depuis deux ans des réflexions sur les produits digitaux et comment améliorer leur présentation et leur impact dans le public en général. Le développement de ces produits par les fintechs laisse présager une inutilité donc une fermeture des agences bancaires. Le défi à relever pour les banques aujourd'hui est de savoir comment il faut marier les produits des fintechs et les produits digitaux tout en s'adaptant à la clientèle africaine et à la préservation des emplois face à une digitalisation massive ».

Digitalisation oui. Mais attention seulement à confondre celle-ci avec la déshumanisation, rappelle Monsieur Yves Eonnet. «La digitalisation bancaire n'est pas synonyme de déshumanisation, elle permettra de livrer la banque avec proximité. L'idée n'est pas de laisser les utilisateurs seuls face à leurs écrans mais c'est de mettre en place un réseau d'agents qui crée une proximité et une confiance avec les clients. On arrive ainsi à maintenir cette notion d'humanité tout en conservant bien évidemment les emplois même si ce n'est pas à plein temps ».

On le voit, la banque du futur repose sur de nouveaux core banking system et certainement des modèles économiques demandeurs de profils différents.

«Toute évolution nécessite un changement, il aura donc forcément une destruction et une création d'emplois, reconversion et ainsi de suite », explique le Gouverneur de la BCM, Monsieur Cheikh El Kebir Moulaye Taher.

Pourvu que ces nouveaux modèles mobilisateurs de l'épargne locale s'inscrivent dans un système financier totalement inclusif. « La révolution numérique a réussi à lever les barrières dans tous les domaines. Quant au développement numérique sur les fintechs, il pose un problème d'asymétrie d'informations entre les banques primaires, les banques centrales et les particuliers. Je ne vois pas le développement des fintechs au niveau des banques mais plutôt au niveau des marchés financiers africains méconnus du grand public. L'inclusion financière ce n'est pas seulement d'avoir un compte bancaire mais c'est également avoir accès au capital des entreprises cotées en bourse », nuance Samboury KA, économiste.

La question de la mobilisation des ressources domestiques dévolues aux banques et au système financier en général se heurte à la réalité des économies locales encore trop informelles.

« 87 % des entreprises sont informelles. Notre assiette fiscale est étroite. C'est bien d'avoir des ambitions mais il faudrait qu'on puisse faire avec les moyens que nous avons c'est à dire bancariser le Bottom of the pyramid », opine Monsieur Pape Amadou SARR. Le challenge aujourd'hui est très simple, poursuit le patron de la DER. «Les difficultés que nous avons dans la zone UEMOA sont d'abord liées à la législation qui devrait permettre aux

Monsieur Yves Eonnet, Président et Cofondateur de Skaleet (ex-TagPay) reprend la parole, et explique : « une des grandes difficultés qu'ont les banques de travailler avec les fintechs et les initiatives locales c'est qu'elles ont des systèmes d'information incapables de s'ouvrir et de se connecter vers l'extérieur».

fintechs d'avoir la licence unique pour exercer leurs activités dans l'espace UEMOA et CEDEAO. On n'a pas ces contraintes dans les pays comme le Rwanda la Tanzanie ou encore l'Indonésie".

L'autre point essentiel, c'est le génie créateur des jeunes startups. "Avec ou sans réglementation, ils vont continuer à créer des monnaies électroniques et à s'interconnecter avec les banques à l'étranger, avec les apps de monnaies électroniques pour faire ce qui n'est pas autorisé".

Il faudrait donc envisager dans quelle mesure il faudra accompagner cette tendance, ces innovations parce que les fintechs, avant de se lancer, mettent des moyens en œuvre pour pallier le problème de sécurité des monnaies électroniques.

A la question de Sokhna GUEYE, du Réseau des femmes entrepreneuses du Sénégal, à savoir comment accompagner les femmes évoluant dans l'informel vers la digitalisation, Pape Amadou SARR rassure: «nous sommes entrain de développer l'application qui nous reliera à nos bénéficiaires dans les langues locales du Sénégal pour permettre aux utilisateurs de demander un crédit et de le rembourser instantanément».

Quant à Fatoumata DIAGNE de BNDE Sénégal, elle porte la voix des banques à ce forum en se demandant pourquoi la digitalisation des process en relation avec la Banque Centrale prend énormément de temps. Qu'est ce qui explique cette réticence ?

Ces réticences sont liées à la prudence des banques centrales, très prudentes et très conservatrices de nature.

"Les banques primaires travaillent encore aujourd'hui avec des méthodes qui ont été mises en place depuis plus de 40 ans, et elles ont du mal à intégrer une logique digitale au sein de leurs équipes. La migration vers le digital est un projet d'entreprise, donc il faut impliquer tous les acteurs au sein de la structure afin d'adopter une démarche uniforme ».

Le Gouverneur de la BCM, Monsieur Cheikh El Kebir Moulaye Taher, explique que les banques centrales n'ont pas une aversion à priori du digital, mais elles sont garantes de l'intégrité des systèmes donc elles doivent faire le nécessaire pour conserver la crédibilité. "Les lenteurs dans la digitalisation des process ne sont pas forcément dues à un problème technique, mais il y a des aspects juridiques, organisationnels, culturels etc. qui ont un fort impact".

Dans l'intérêt du système, il faudrait renforcer la confiance des clients dans les banques, recommande Abdoul Wahab Lahbab, Président de la Fédération des Instituts et Centres de Formation Technique et professionnelle en Mauritanie.

Le Gouverneur de la BCM, Monsieur Cheikh El Kebir Moulaye Taher estime que cette confiance se pose souvent car les banques ont une aversion au risque de façon générale. L'analyse du risque et surtout son suivi posent donc énormément de problèmes dans un contexte d'impayés élevés. "Face à cette situation, le système bancaire est en train de s'assainir à l'aide des nouvelles technologies, donc de la digitalisation des circuits numériques aux circuits financiers tout cela pour les crédibiliser davantage. Il faut quand même noter que 80 % des dossiers que j'ai eu à traiter concernent des problèmes d'impayés».

Loin des banques, Aboubacrine BA, CEO de Argus Capital, évoque le cas des entreprises voulant travailler avec les crypto-monnaies. Tout dépend de la législation. En Mauritanie par exemple, rappelle le Gouverneur de la BCM, Monsieur Cheikh El Kebir Moulaye Taher, «Les crypto-monnaies ne sont pas autorisées à ce jour, mais l'on se rend compte que c'est quelque chose qu'il faut préparer. Donc nous travaillons sur la mise en place du e-ouguiya qui sera la monnaie digitale Mauritanienne émise par la BC.

Le Gouverneur de la BCM, Monsieur Cheikh El Kebir Moulaye Taher, explique que les banques centrales n'ont pas une aversion à priori du digital, mais elles sont garantes de l'intégrité des systèmes donc elles doivent faire le nécessaire pour conserver la crédibilité. "Les lenteurs dans la digitalisation des process ne sont pas forcément dues à un problème technique, mais il y a des aspects juridiques, organisationnels, culturels etc. qui ont un fort impact".

Panel 3 : Financement des infrastructures



La perspective d'une Afrique prospère en 2050 passe par résoudre une équation essentielle: le financement des infrastructures. Et dans ce cadre, souligne

Alhassane Ba, Expert en Finance et Administrateur de Sociétés, "nous devons privilégier une approche PPP car autant l'Etat que le secteur privé connaissent des limitations et nous sommes un continent qui présente une forte demande en matière d'infrastructure".

Le PPP est donc un excellent moyen pour trouver des financements sans endetter grandement l'Etat tout en accédant à la technologie et aux capacités managériales du secteur privé. C'est pourquoi le PPP s'est aujourd'hui installé comme une norme de financement dans beaucoup de pays africains.

Cette collaboration public privé passe par une bonne stratégie d'exécution, une bonne analyse du risque pays et une bonne préparation des projets d'infrastructures dans le montage et dans le marketing.

"Pour finir, la participation locale est fondamentale car elle maximise le taux de rétention de nos économies ». En ce moment, souligne Ousmane Diagana (Modérateur), Vice-Président de la Banque Mondiale pour l'Afrique de l'ouest et Centrale, le secteur privé ne participe qu'à hauteur de 17% au financement des infrastructures en Afrique. Il y a donc un énorme gap et des déficits à combler. En termes d'énergie, plus de 700 millions d'africains n'ont pas accès à l'électricité soit un taux de 40%. Autre exemple, alors que l'on compte plus de 80% de bitumisation des routes à l'échelle mondiale, l'Afrique ne présente qu'un taux de 27%. Compte tenu du faible niveau de participation du secteur privé au financement et au regard du fort potentiel

qui existe, en essayant de s'appuyer sur les PPP, est-il possible d'accroître le financement privé et de réduire le coût logistique des pays enclavés.

Attentif aux échanges, Tshepelayi KABATA, Conseiller technique auprès du Directeur Général de la BADEA, exprime l'intérêt des institutions financières pour les infrastructures. «A la BADEA, l'infrastructure c'est quasiment notre pain et notre beurre ». Depuis sa création dans les années 70, la BADEA a vu son portefeuille d'activités pendant près de 45 ans dominé par le financement des infrastructures. L'institution arabo-africaine a de ce fait mené des activités de financement des infrastructures pour faciliter l'intégration régionale et la réduction des coûts économiques. "Aujourd'hui nous nous tournons de plus en plus vers le financement des infrastructures numériques qui présentent un fort potentiel".

La BADEA a mis en place un département dédié au financement du commerce dans le secteur privé. "Nous portons donc un regard particulier aux projets de financement portés par les entreprises du secteur privé", poursuit M. Kabata, en évoquant l'agenda 2063, la feuille de route de l'Union Africaine mettant en avant les investissements structurants dont ont besoin nos Etats. "Notre vision est donc continentale en finançant les projets transnationaux et Trans-régionaux".

Si les panelistes sont d'accord sur la nécessité de l'investissement dans les infrastructures, ils sont conscients des obstacles rencontrés.

« Quand on parle des contraintes comme la faible densité et l'enclavement des pays africains (qui sont au nombre de 17), on se rend compte que l'urbanisation est le

facteur accélérateur de développement. L'histoire du développement des pays est inséparable à l'urbanisation on doit donc le mettre en relief avec les bonnes perspectives", déclare Alhassane Ba, Expert en Finance et Administrateur de Sociétés.

Le processus de rattrapage des infrastructures met en exergue l'importance de l'entreprenariat, des technologies et de l'énergie pour faire face à ces contraintes. Le PIB de l'Afrique dans son ensemble est aujourd'hui la 8ème puissance mondiale, son intérêt stratégique n'est donc plus à prouver. Il faut exploiter toutes les opportunités avec l'appui des Etats et des compétences locales ».

Autre paramètre à intégrer, le renforcement de la formation. "Seulement 1 à 2 % de nos jeunes sont formés dans des disciplines scientifiques, alors il nous sera difficile d'avoir des projets d'infrastructure structurées et de les développer si on n'a pas des ingénieurs", avertit Didier Acouetey, PDG de Afric Search.

Il faudrait donc, poursuit M. Acouetey, associer les projets d'infrastructure existant à une stratégie de développement de talent et de compétence de la jeune génération. La combinaison de ces facteurs permettrait de relever les enjeux d'industrialisation et de développement des infrastructures technologiques.

Tshepelayi KABATA, Conseiller technique auprès du Directeur Général de la BADEA: « En ce qui concerne la question sur la démographie et du besoin d'emploi de la jeunesse africaine, la BADEA après de longues concertations avec des chefs d'Etats, ministres africains et des chefs d'entreprises a décidé d'eriger l'entreprenariat des femmes et des jeunes en pilier stratégique. Promouvoir ces couches de la société constitue donc une priorité. Le rôle des PME est reconnu de tous les acteurs du monde des affaires, mais les solutions proposées pour promouvoir ces structures ne sont pas toujours adaptées. Il serait donc important de mettre autour de la table non seulement les dirigeants des PME mais tous les autres organismes qui travaillent dans la promotion et le financement de ces

dernières, tout cela dans le but d'éviter les réunions à vase clos qui se passent dans ce secteur.

Par ailleurs, le BADEA développe un certain nombre d'instruments pour faciliter aux PME l'obtention des financements auprès des banques locales.

Alhassane Ba, Expert en Finance et Administrateur de Sociétés, "nous devons privilégier une approche PPP car autant l'Etat que le secteur privé connaissent des limitations et nous sommes un continent qui présente une forte demande en matière d'infrastructure".

Le PPP est donc un excellent moyen pour trouver des financements sans endetter grandement l'Etat tout en accédant à la technologie et aux capacités managériales du secteur privé. C'est pourquoi le PPP s'est aujourd'hui installé comme une norme de financement dans beaucoup de pays africains.



Panel 4 : Investir en Mauritanie



La quatrième édition des Financial Afrik Awards se déroulant en Mauritanie, il était dès lors intéressant de faire un Focus sur ce pays de 1 036 000 km², trait d'union entre l'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Ouest, membre de la Ligue Arabe, de l'Union Africaine et de l'Organisation de la Mise en Valeur du Fleuve Sénégal (OMVS). La question posée dans ce panel 4 portait donc sur Comment investir dans cet immense pays minier, pétrolier et gazier, avec des ressources halieutiques le long d'une façade atlantique large de 800 km et un potentiel agricole et pastoral à peine exploité.

En keynote speaker du panel 4, l'homme d'affaires Mohamed Bouamatou, de retour d'un exil de 10 ans pour des raisons politiques plantera le décor sans concessions indiquant que la clé du développement réside dans un environnement des affaires transparent et garantissant la saine concurrence entre les acteurs. "La Mauritanie ne manque pas de ressources, avec le fleuve Sénégal, des eaux très poissonneuses, une multitude de richesses minières et une population de seulement 4 millions d'habitants".

Aux yeux de l'homme d'affaires, il est impératif de faire des réformes attractives pour attirer les investisseurs et de parvenir à l'autosuffisance alimentaire. Étant ses arguments par une comparaison de la Mauritanie, pays au PIB de 7 milliards de dollars, avec les Îles Canaries et leurs 50 milliards de dollars de PIB, Bouamatou estime que le déterminant fondamental du développement n'est pas tant les ressources du sous sol qu'un bon environnement des affaires garanti par un État efficient. Et

L'homme d'affaires Mohamed Bouamatou, de retour d'un exil de 10 ans pour des raisons politiques plantera le décor sans concessions indiquant que la clé du développement réside dans un environnement des affaires transparent et garantissant la saine concurrence entre les acteurs. "La Mauritanie ne manque pas de ressources, avec le fleuve Sénégal, des eaux très poissonneuses, une multitude de richesses minières et une population de seulement 4 millions d'habitants".

Pour sa part, Al Abidine Ahmed Zein, vice-Président de l'Union Nationale du Patronat Mauritanien, estime que «le secteur privé est le moteur de croissance et le créateur d'emplois de masse. Pour qu'il soit efficace, il faut des entreprises performantes. Aujourd'hui les entreprises du secteur privé? font face à divers problèmes comme la problématique de l'accès au financement, l'accès à des ressources humaines compétentes et le problème de manque d'infrastructure ».

d'introduire une autre comparaison avec le Maroc, qui dégage 1,5 milliard de dollars sur l'industrie de la pêche et assure 300 000 emplois là où la Mauritanie, dotée des mêmes potentialités tire à peine 300 millions de dollars du secteur.

Pour sa part, Lemrabott Ould Benny, ministre mauritanien de l'élevage, aborde la situation du secteur dont il a en charge. Le manque d'organisation et de financements adaptés se pose avec acuité. En Améliorant ce secteur, avec un développement de la filière viande, la filière lait, on pourra créer plus de richesses. «Il est vrai qu'on rencontre beaucoup de difficultés qui freinent l'exportation de notre viande. On ne dispose pas de centre de quarantaine, de centre d'abattage ou encore de boucheries modernes. On n'a jamais travaillé à ce que les conditions sanitaires soient réunies pour une exportation. C'est donc normal que les étrangers vivant ici ramènent leur propre viande de l'étranger. Aujourd'hui le gouvernement travaille à améliorer ce secteur et à ainsi mettre fin aux méthodes archaïques de production ».

Pour sa part, Al Abidine Ahmed Zein, vice-Président de l'Union Nationale du Patronat Mauritanien, estime que «le secteur privé est le moteur de croissance et le créateur d'emplois de masse. Pour qu'il soit efficace, il faut des entreprises performantes. Aujourd'hui les entreprises du secteur privé? font face à divers problèmes comme la problématique de l'accès au financement, l'accès à des ressources humaines compétentes et le problème de manque d'infrastructure ».

Il faut dire que l'Etat mauritanien travaille dans l'amélioration continue du cadre d'Investissement ainsi que l'explique Aissata LAM, Directrice Générale de l'Agence

de Promotion des Investissements en Mauritanie (APIM). « L'APIM est l'interface des investisseurs qui désirent investir en Mauritanie. Nous avons des retours positifs. On accompagne les investisseurs, à travers l'accueil, l'information, le traitement des demandes d'agrèments et les créations d'entreprises». La nouvelle agence s'inscrit dans la transparence en offrant une assistance aux investisseurs locaux et étrangers. Actuellement, 9 entreprises agréées sur 10 sont mauritaniennes. L'accent est mis sur l'emploi national avec un quota de 10% pour les cadres expatriés. Les secteurs productifs sont mis en avant pour répondre à la volonté des autorités d'assurer la sécurité alimentaire.

Participant à ce panel, Bertrand Fournier Montgieux, Directeur d'Investissement de MERIDIAM, est revenu sur le potentiel de la Mauritanie et son climat favorable aux affaires (sur le plan géographique, foncier, l'accès à la mer, l'accès aux politiques et à l'administration etc).

Pour preuve, MERIDIAM vient d'inaugurer son terminal portuaire pour un investissement de 320 Millions de Dollars. Le groupe y est actionnaire à hauteur de 50%.

Cet investissement structurant repositionne le port de Nouakchott jusque-là relativement congestionné avec un certain nombre de difficultés opérationnelles. «Nous sommes ravis de livrer une infrastructure de première classe avec des équipements adaptés pour desservir de gros navires. Nous prévoyons également d'embaucher à 95% des compétences locales, d'où les programmes de formation que nous programmons pour avoir une main d'œuvre qualifiée», déclare Bertrand Fournier Montgieux. Appelant les autorités à poursuivre l'ouverture à l'investissement étranger, Bouamatou estime qu'il n'y a pas un pays qui peut se développer sans les capitaux étrangers. «Mon cri de cœur aux investisseurs étrangers souhaitant venir en Mauritanie c'est de ne pas y faire des choses interdites dans leurs pays de provenance. Pour m'adresser directement à Madame Aissata Lam, au lieu de travailler sur la base du code des investissements qui est assez complexe dans sa mise en pratique, je pense qu'il serait plus judicieux de proposer aux investisseurs un système de régime commun valable pour tous».

En clair, explique Mohamed Ould Nany, ancien Ministre de l'Economie et du Développement, modérateur du Forum, le développement du pays passe par des partenariats équilibrés. «A travers toutes les interventions qui ont été faites, on déduit facilement qu'il y a un fort intérêt dans la nouvelle politique de la Mauritanie à diversifier les investissements étrangers au niveau local». Ce panel a été suivi par un auditoire nombreux et à fait l'objet de plusieurs questions et suggestions de la part des participants. Cas de Abdou DIOP, Managing Partner du cabinet Mazars et représentant du patronat marocain, souhaitant savoir «les projets en cours en termes de zone économique spéciale aménagée permettant de connecter les zones de productions aux zones portuaires et aux différents marchés ».

Sur ce point, relève Madame Aissata LAM, la Mauritanie est dans un projet de création d'une ZES, actuellement en discussion.

Panel 5 : transition énergétique: énergie fossile, énergie renouvelable



Parler de l'Afrique en 2050 c'est se projeter dans un univers où la lutte contre le réchauffement climatique est à prendre en compte dans toute stratégie de développement. Dans un pays à fort potentiel minier comme la Mauritanie, il est primordial de prendre en compte ces enjeux, explique Mohamed Saleck Ould Heyine, ancien ADG de la SNIM.

«La Mauritanie est un pays minier par excellence en Afrique et elle se démarque par une continuité de ses activités minières depuis des décennies maintenant. Ces dernières années le gouvernement s'est appuyé sur le secteur privé qui s'est activé à prendre des permis de recherche. "Il est temps que le gouvernement reprenne le travail de recherche car il est à noter un ralentissement dans ce secteur".

La découverte du gaz et la mise en valeur prochaine de l'hydrogène peut changer tout car nous passons de l'industrie extractive à la transformation de ces produits. "Les perspectives sont très bonnes, et la Mauritanie peut

être pour l'Europe ce que l'Australie est pour l'Asie ».

Modérateur du panel, l'expert Hassanna Mbeirick introduit la question de l'hydrogène vert, "vecteur de l'énergie", invitant l'ambassadeur Thiam Samba, Ambassadeur itinérant auprès de la Présidence de la Mauritanie sur les investissements, de prendre la parole, pour faire un bref exposé sur les nouveaux horizons en Afrique et plus particulièrement en Mauritanie.

Le mode actuel de consommation énergétique au niveau mondial risque de mettre en danger toute l'humanité. Il y a des défis de ramener le réchauffement climatique mondial à moins de 1.5 degrés d'ici 2 100. "Comme l'a dit hier Monsieur le ministre Ousmane Kane sur ce plateau, nous avons le vent, de l'espace et une façade maritime qui est énorme et cela peut servir à produire de l'hydrogène verte".

Monsieur Samba Thiam préconise une réflexion pour une transition vers les énergies renouvelables.



Parler de l’Afrique en 2050 c’est se projeter dans un univers où la lutte contre le réchauffement climatique est à prendre en compte dans toute stratégie de développement. Dans un pays à fort potentiel minier comme la Mauritanie, il est primordial de prendre en compte ces enjeux, explique Mohamed Saleck Ould Heyine, ancien ADG de la SNIM.

“Sinon, on court le risque de devenir la poubelle des pays européens qui n’utiliseront plus l’énergie fossile”. En somme, la Mauritanie peut être un acteur majeur de la production d’hydrogène, et cela va améliorer grandement la production minière. La transition énergétique installe l’Afrique dans la bonne trajectoire d’une dynamique qui va nous amener à une Afrique qu’on veut en 2050, estime Abdou Souleye Diop, Manager Partner chez Mazars. C’est toute l’approche des industries extractives qui est en mutation avec des paramètres à prendre en compte comme la gouvernance, la transformation énergétique, la transition énergétique et l’inclusion des ressources des industries extractives. «Sur ces 4 défis, rappelle Abdou Diop, on a bon espoir que la Mauritanie créera une très grande valeur ajoutée pour un changement positif durant cette décennie de l’espoir». La transition énergétique va impacter tous les domaines d’activité, y compris le transport. Présent à Nouakchott, Sam Webe, Ingénieur Énergie et Montage de projet, promoteur de la voiture hybride “Mauritania”, estime que la transition énergétique est inévitable..”. Joe Kaeser de chez Siemens a dit « Fondamentalement, nous devons avoir un monde sans carbone et nous devons élever la classe moyenne afin de soutenir nos activités » (traduit de l’anglais). Dans l’industrie automobile, cette transition, devenue réalité, ira s’accroissant. “D’ici 2030, la plupart des pays vont

La transition énergétique installe l’Afrique dans la bonne trajectoire d’une dynamique qui va nous amener à une Afrique qu’on veut en 2050, estime Abdou Souleye Diop, Manager Partner chez Mazars. C’est toute l’approche des industries extractives qui est en mutation avec des paramètres à prendre en compte comme la gouvernance, la transformation énergétique, la transition énergétique et l’inclusion des ressources des industries extractives.

arrêter la production des voitures à carburant. Il faut donc qu’on avance avec le temps”.

Selon le rapport de FRYAM, la classe moyenne en Afrique est de 330 millions de personnes. Le marché automobile quant à lui devrait atteindre 34,5 milliards d’euros d’ici 2026 soit un ratio de croissance de 5,5% pour les voitures classiques et 15% pour les voitures électriques.

Afin de participer à l’essor du marché automobile en Afrique, nous avons conçu une voiture hybride nommée «THE MAURITANIA » et présentant un taux d’efficacité de 89% contre 33% pour les voitures conventionnelles».

Après cette intervention très suivie de Sam Webe , le modérateur du panel, Hassanna Mbeirick, Co-auteur du Plan Directeur pétrolier et gazier de la Mauritanie, donna la parole au public pour apporter des contributions et poser d’éventuelles questions.

Le secteur privé local se prépare à ces mutations. Ainsi, la Chambre de commerce a récemment signé une convention de partenariat initiée par le Ministère des Mines et des Pétroles dans le cadre de l’élaboration aussi bien du plan directeur pétrolier et gazier que l’élaboration nationale du contenu local. “Nous travaillons en étroite collaboration avec le Ministère pour identifier les entreprises qui vont bénéficier des sessions de formation prévues. Ceci dit, la chambre de commerce a pour objectif de mettre en place des programmes de mise à niveau des entreprises mauritaniennes et de tirer profit de l’accord de la ZLECA”.

Sur les ressources humaines, il y a toute une politique gouvernementale qui développe tout un système pour s’adapter aux exigences des activités économiques nouvelles. Il y a aussi des entreprises privées qui encouragent la formation en proposant des sessions sur les

métiers de l’énergie et les technologies nouvelles. En ce qui concerne le contenu local, les entreprises mauritaniennes ont tendance à adopter une position d’inaction et ne se préparent pas aux métiers du futur.

“en termes de contenu local, comment les entreprises mauritaniennes peuvent faire pour participer positivement aux changements technologiques prévues, compte tenu de leurs faibles moyens ?”

Mohamed saleckould heyine : “Pour les grands projets industriels et miniers, il est clair on fera toujours appel aux entreprises étrangères car le marché local ne s’intéresse pas (ou n’a pas la capacité) de porter ce genre de projets. Il faut signifier également que le privé mauritanien n’investit pas assez dans les études et les formations”

Abdou Souleye DIOP est d’avis que la solution pour créer une valeur ajoutée locale avec les entreprises privées est d’attirer les investisseurs pour développer des projets de grandes envergures pour ensuite au fur et mesure impliquer le plus grand nombre d’entreprises locales’.

La bonne qualité des ressources humaines jointe au cadre incitatif des investissements devraient pousser la Mauritanie à se positionner sur les batteries électriques. La production d’une voiture électrique suppose le développement des segments batteries dans les années à venir. “Pour réaliser ce projet de voiture hybride, nous ferons appel aux compétences étrangères certes mais auront également à des compétences locales que nous allons former au besoin et, une fois la technologie maîtrisée, les ressources humaines mobilisées sur le plan national se chargeront de l’exécution de l’ensemble du projet. Nous aurons également besoin d’établir des partenariats avec les entreprises locales”. Pour les batteries, nous ne pourrions pas en créer et donc, nous ferons appel à technologie des pays qui en produisent.

Au lendemain de sa présentation, Sam Webe a signé un MOU avec la société AIK Energy pour la concrétisation de sa voiture hybride.

Selon le rapport de FRYAM, la classe moyenne en Afrique est de 330 millions de personnes. Le marché automobile quant à lui devrait atteindre 34,5 milliards d’euros d’ici 2026 soit un ratio de croissance de 5,5% pour les voitures classiques et 15% pour les voitures électriques.

Panel 6 : Financement de l'habitat à l'horizon 2050



Pour ouvrir le débat sur l'habitat à l'horizon 2050, le modérateur du panel, Cédric Montetcho, Directeur de la Division des Investissements chez Oikacredit, revient sur la difficulté du financement. Participant au débat, Bocar Sy, ADG de la BHS, revient sur l'exemple de son pays.

« Pour parler des contraintes du logement, le Sénégal a ceci de particulier que les deux sociétés publiques de logement ont été créées avant l'indépendance du pays. Quand on cumule l'histoire immobilier du Sénégal, c'est plus d'un siècle de vécu avec difficultés au niveau de la mobilisation de ressources.

“Le financement du logement appelle des ressources longues, la récupération des investissements est donc très longue également”.

Pour sa part, Bechir Chaari, Directeur General de SICAV BHO ET BHP, évalué le cas de la Tunisie. « Dans le financement de l'épargne en Tunisie, nous avons débuté par une caisse d'épargne nationale logement en 1973. Les dirigeants ainsi que le gouvernement ont mis en place des préalables qui ont permis à cette caisse de se développer et de devenir une banque de l'habitat en 1989 qui s'est spécialisée dans le financement de l'habitat mais qui proposaient également les services d'une banque classique. Un fonds de crédit à

Comme l'a rappelé Bocar Sy, ADG de la BHS, «le rôle de la puissance publique dans le logement est incontournable car elle intervient pour aider à l'accès au logement en subventionnant ce qui peut l'être. Donc l'Etat aide, sans pour autant détenir la majorité du capital de la banque et en contrepartie cette dernière doit financer les fonctionnaires qui ont des revenus faibles à des taux en dessous de ceux appliqués aux fonctionnaires ayant des revenus moyens ou élevés.

l'habitat a été constitué par l'Etat et destiné aux salariés à revenu moyen/faible. Ce fonds est géré exclusivement par la banque de l'habitat de Tunisie »

Pour sa part, l'avocat Baba Hady THIAM, Thiam & Associés, aborde l'exemple de son pays sous l'angle juridique. « Si je prends l'exemple de mon pays la Guinée, d'un point de vue juridique, la problématique de l'habitat concerne beaucoup plus la qualité du foncier. L'inexistence d'un maillage du territoire fait qu'il n'y a pas de titre foncier valable partout dans le pays ce à cause très souvent des conflits entre les propriétaires. Ce qui fait que le premier élément sur lequel doit se pencher un promoteur ou un propriétaire est de s'assurer de la qualité du titre foncier qu'il détient ou qu'il compte acquérir.

Une autre contrainte qu'on voit dans le financement en général et de l'immobilier en particulier, c'est le taux de financement relativement élevé (15%) alors que l'Etat s'endette aux alentours de 3% ».

Dans tous les cas, comme l'a rappelé Bocar Sy, « le rôle de la puissance publique dans le logement est incontournable car elle intervient pour aider à l'accès au logement en subventionnant ce qui peut l'être.

Donc l'Etat aide, sans pour autant détenir la majorité du capital de la banque et en contrepartie cette dernière doit financer les fonctionnaires qui ont des revenus faibles à des taux en dessous de ceux appliqués aux fonctionnaires ayant des revenus moyens ou élevés. Donc le taux appliqué au cas par cas. Aujourd'hui nous ne recevons plus de subventions de L'Etat mais ce système demeure.

Par ailleurs, la titrisation des créances étant aussi un des besoins fondamentaux, nous avons remarqué qu'elle est

Pour sa part, Madani Tall, PCA de la société Envol Immobilier, estime que la problématique du taux n'est pas plus contraignante que celle de la capacité de logement ou du foncier. "Le renforcement des entreprises locales est donc une nécessité si on veut être compétitifs dans ce domaine. Quant au taux de crédit, il reflète le risque d'insolvabilité d'un pays".

très faible au niveau de toute la zone UEMOA.

Selon les statistiques, le Sénégal représente 70% des encours immobiliers de l'UEMOA, et sur ce taux, la BHS contrôle 60%. Aujourd'hui nous travaillons à ce que le pays puisse disposer d'un marché hypothécaire fort.

Le secteur privé a également un rôle important à jouer car certaines entreprises ont une politique sociale très forte. Ils subventionnent à hauteur de 50% du prix de logement





de leurs collaborateurs et supportent 3 points de l'intérêt résiduel. « Nous avons donc face à nous, un écosystème dans lequel chacun essaye de jouer sa partition de manière à ce qu'entre l'épargne du particulier, la subvention de l'employeur et le crédit de la banque, que les sénégalais puissent être propriétaires de leurs logements ».

Pour sa part, Madani Tall, PCA de la société Envol Immobilier, estime que la problématique du taux n'est pas plus contraignante que celle de la capacité de logement ou du foncier. « Le renforcement des entreprises locales est donc une nécessité si on veut être compétitifs dans ce domaine. Quant au taux de crédit, il reflète le risque d'insolvabilité d'un pays ».

Le groupe Envol Immobilier travaille avec les banques locales et étrangères. Le marché permet donc l'éclosion de l'acteur immobilier, et il faut aller vers une dynamique d'ouverture et l'adoption de modèles étrangers et ne pas demeurer sur une approche dogmatique.

Quant à la bancarisation poussée des masses, elle peut aider mais ce n'est pas toute la solution. Si les ressources ne sont pas disponibles, à cause du faible revenu de la population ajoutée à une cherté de la vie, la bancarisation ne permettra pas la mobilisation des ressources qui lui seront nécessaires. Les économies doivent donc être en

forte croissance pour générer une richesse nationale »

Bechir Chaari renchérit s'exprimant sur la titrisation foncière, solution qui a cours en Tunisie. « Afin de résoudre la problématique foncière, l'Etat tunisien a créé une entité publique qui s'appelle l'Agence Foncière d'Habitation et qui détermine les périmètres d'intervention foncière par le billet de l'expropriation et de l'acquisition. « Toute acquisition faite par un particulier ou un promoteur immobilier dans le but de réaliser un projet immobilier destiné à la vente requiert une autorisation d'hypothèque délivré par l'agence foncière d'habitation qui permet aux banques de procéder à une hypothèque sans que le titre foncier ne soit finalisé ».

Le financement de l'habitat passe aussi peut-être par des financements alternatifs comme les fonds immobiliers, demande le modérateur. En tout cas, fait remarquer Madani Tall, PCA de la société Envol Immobilier,

« Les banques classiques ne peuvent pas travailler en dehors du cadre établi par les Banques Centrales. Les zones où les Banques Centrales ne sont pas ouvertes à certaines facilités pour le financement, rencontrent de grandes difficultés. Les Banques Centrales ne doivent plus rester sur leurs rôles régaliens mais doivent accompagner les banques commerciales pour soutenir les secteurs comme

le logement. Exemple innovant de partenariat public et privé, le groupe Envol Immobilier présent au Sénégal et en Côte d'Ivoire, apporte des solutions aux Etats pour régler le problème d'habitat. "Et c'est pourquoi nous nous sommes lancés dans les PPP à paiement public sur des grands infrastructures. Nous avons mis en place un modèle où nous construisons et louons à l'Etat qui au bout d'un certain moment devient propriétaire. "Cela permet de rationaliser le patrimoine bâti de l'Etat. Après le Sénégal et la Côte d'Ivoire, nous prévoyons d'ici deux semaines de réaliser de gros projets d'infrastructure au Togo ».

La question est aussi de savoir si les Banques de l'Habitat doivent rester dans leur spécialisation ou se diversifier. Dans ce cadre, s'interroge le modérateur, est ce que le financement des autres secteurs d'activités pratiqué par la Banque de l'Habitat de la Tunisie n'a pas créé un effet d'éviction sur le financement de l'habitat ?

Réponse de Bechir Chaari : « Quand la banque de l'habitat de la Tunisie a diversifié ses activités, cela a au contraire permis le renforcement de ses ressources. Actuellement en Tunisie, le secteur de l'immobilier touche à la saturation car 80% des ménages ont leur propre logement. "Au niveau de la filiale d'assurance, on exigeait tous les acquéreurs à souscrire à une police d'assurance auprès de notre société, on dispose donc des ressources par ailleurs ».

L'autre source de mobilisation de financement réside dans les banques de l'Habitat. Le retour d'expérience de la Banque de l'Habitat du Sénégal (BHS) en la matière est particulièrement intéressant.

« La diaspora Bound n'est pas un projet de la BHS à l'origine mais il nous a été soumis par les pouvoirs publics. Le but était de structurer l'épargne de la diaspora pour l'utiliser dans des projets productifs. La BHS étant la banque qui a le plus de clients à l'étranger, nous avons été approchés dans cette dynamique et la BRVM nous a autorisé à mener la première expérience de diaspora Bound.

Au départ, nous étions assez pessimistes parce qu'on allait vers des mécanismes qu'on ignore. Après un road show dans les capitales où se trouvent les diasporas sénégalaises, on a émis des obligations à hauteur de 20milliards de FCFA et elles ont été sursouscrites à hauteur de 120% donc ce fut un succès.

On travaille actuellement sur un autre projet de diaspora Bound verte sur des durées plus longues et sur des montants plus élevés (100 Millions de Dollars) ».

La question du logement étant lié aussi à l'inclusion, il convient de savoir comment pouvoir bénéficier d'un logement sans pour autant être salarié .

Le financement de l'habitat repose sur des assurances. Le promoteur souscrit à une assurance tout risque chantier durant la réalisation du site, à une assurance décennale pour assurer une durée de vie et tous nos crédits acquéreurs sont assis sur des assurances d'invalidité, d'incendie, vie, dégât des eaux et même perte d'emploi. On collecte ainsi des primes qui permettent d'assurer des clients de créer des ressources pour la banque .

Pour sa part, l'avocat Baba Hady THIAM, Thiam & Associés, aborde l'exemple de son pays sous l'angle juridique. « Si je prends l'exemple de mon pays la Guinée, d'un point de vue juridique, la problématique de l'habitat concerne beaucoup plus la qualité du foncier. L'inexistence d'un maillage du territoire fait qu'il n'y a pas de titre foncier valable partout dans le pays ce à cause très souvent des conflits entre les propriétaires. Ce qui fait que le premier élément sur lequel doit se pencher un promoteur ou un propriétaire est de s'assurer de la qualité du titre foncier qu'il détient ou qu'il compte acquérir.

L'Afrique en 2050 : une puissance mondiale



Par Cedric MBENG MEZUI

Auteur, expert international des systèmes financiers
et panafricaniste engagé

Mesdames, Messieurs, membres de l'organisation de Financial Afrik Awards, Mesdames, Messieurs, membres du Gouvernement mauritanien, Distingués invités, en vos rangs, grades et qualités,

Je me réjouis d'être avec vous ici à Nouakchott, cette belle capitale de la Mauritanie, J'interviens ici en mon nom, en ma capacité d'auteur et de panafricaniste engagé.

Je suis honoré de l'opportunité qui m'est offerte de partager avec cette Auguste Assemblée, ma vision de l'Afrique en 2050. Depuis hier, des intervenants de haut niveau ont abordé plusieurs sujets importants notamment la dynamique économique en Afrique, la démographie, la transition énergétique, la ZLECAf, l'industrialisation, les enjeux économiques de la Mauritanie ainsi que les défis économiques et financiers du Maghreb.

Que dire de plus ?

Pour ma part, la question centrale de ce 21e siècle est celle de la Renaissance africaine. L'essor démographique, la transformation économique et l'affirmation culturelle participent au postulat de puissance africaine. L'Afrique doit proposer au monde une autre façon de voir, une autre façon de faire, en un mot : une autre façon de vivre en phase avec ses valeurs intrinsèques et séculaires. L'Afrique en 2050 ne sera pas le mimétisme de l'Europe, encore moins celui de l'Asie ni de l'Amérique.

A cet effet, concernant la crise née de la pandémie à Covid-19, il s'agit là d'un effet papillon dont l'onde de choc oblige par sa soudaineté et sa brutalité à marquer une rupture dans la conduite des politiques en Afrique ainsi que dans les relations internationales. Confinement partiel puis total, fermeture des commerces, des écoles et des lieux de culte, couvre-feu, télétravail, mesures barrières et réguliers spots télévisés, concourent de l'état de



la vie depuis le deuxième trimestre 2020. Cette situation m'a fait penser au collapsus cardiovasculaire qui oblige à prendre des mesures rapides et urgentes pour maintenir le patient en vie. Vous conviendrez avec moi que la résilience du patient est fonction de sa condition initiale, du lieu et des capacités d'interventions existantes. Dans certains cas, ce sont des médecins compétents proches du lieu de chute, dans d'autres, le maximum que l'on puisse faire est un massage cardiaque... ou une prière.

Mesdames, Messieurs

Les plans de relance budgétaire des pays africains mis en place à la mi-2020 représentaient environ 1 à 2 % de leur PIB. Ils étaient complétés par des mesures de relance monétaire estimées à 2 % du PIB. Pour les marchés émergents, ces mesures représentaient environ 4 % de leur PIB au cours de la même période.

Quant aux économies avancées, c'est l'équivalent de 16 % de leur PIB.

Pendant que l'Europe adopte une stratégie commune d'industrialisation et un plan de réduction de la dépendance extérieure, l'Afrique discute à Paris du financement de ses économies, de l'allocation des DTS, ainsi que du respect des promesses de dotations de la COP 26. Pour le jour d'après, osons la mutualisation des dettes souveraines africaines, engageons-nous pour un autre modèle de croissance en rupture avec la tendance actuelle, mutualisons nos ressources humaines, mobilisons nos forces internes. Le contexte actuel invite les pays africains à réfléchir davantage sur leur communauté de destin.

En effet, les rapports de forces ont changé d'échelle. Ce sont désormais les grands blocs qui s'affrontent au-delà

L'essor démographique, la transformation économique et l'affirmation culturelle participent au postulat de puissance africaine. L'Afrique doit proposer au monde une autre façon de voir, une autre façon de faire, en un mot : une autre façon de vivre en phase avec ses valeurs intrinsèques et séculaires. L'Afrique en 2050 ne sera pas le mimétisme de l'Europe, encore moins celui de l'Asie ni de l'Amérique.



de la pandémie, notamment le bloc dollar dominant, le bloc asiatique autour du yuan-or en essor et du e-yuan, le bloc européen autour de l'euro qui se consolide, chacun défendant ses intérêts stratégiques. Pour être clair, l'ambition pour 2050 est de faire de l'Afrique une puissance mondiale au sens géopolitique.

Comme vous le savez, l'économie n'est qu'une facette de la géopolitique. Le nouveau modèle de croissance économique doit nous permettre d'être une puissance économique à l'échelle mondiale à partir de 2050.

Mesdames, Messieurs,

Le continent est la seule région au monde à avoir une croissance potentielle positive à cet horizon.

Nous aurons une demande structurellement forte tout au long de ce siècle. La mission est de répondre à cette demande de biens et services, par une production locale et une transformation locale soutenues. Il ne s'agit pas de quelques politiques isolées de soutien aux PME, ou encore de l'insertion de nos économies dans les chaînes de valeurs internationales... Il s'agit d'une approche globale pour rendre nos économies compétitives en créant des écosystèmes qui comprennent :

1. Un investissement massif dans le capital humain, en privilégiant les sciences, la technologie et l'innovation... c'est la connaissance qui est la force motrice du progrès ;

2.Des blocs régionaux dont la colonne vertébrale est l'industrialisation régionale ;

3.Le soutien aux grandes entreprises africaines, publiques

et privées, car ce sont elles qui rémunèrent mieux et qui portent la croissance comme nous l'avons vu avec les Chaebols en Corée et les Zaibatsu au Japon ;

4.Des réseaux de PME dont le développement est lié au fonctionnement des grands groupes, soutenus par la sous-traitance, la commande privée et publique ; (aux Etats-Unis, le budget de la Défense est l'un des premiers soutiens au développement des start-up, des PME, de la recherche et de l'innovation)... quelle est la part de nos budgets Défense qui va aux soutiens de nos entreprises et industries ?

C'est ensemble et non séparément que cet écosystème doit travailler pour réaliser l'agenda 2050.

La question du financement doit se poser sur l'ensemble de l'écosystème.

Pour être clair : il s'agit de financer l'industrialisation régionale et de créer des emplois décents, dans une approche de puissance. Chaque initiative devra être animée par cet objectif.

Si par exemple l'Afrique Centrale décide d'être leader mondial de l'acier et des batteries électriques à l'horizon 2050, il faudrait développer l'ensemble de la chaîne de valeur au niveau régional, partant des lieux de formation, d'une politique de soutien aux start-ups, des PME, et des grands groupes publics et privés africains comme nous le voyons avec Airbus.

L'approche industrielle proposée par Cheikh Anta Diop, en y ajoutant le Maghreb, me paraît la plus crédible pour atteindre cet objectif.

Selon les données de GSMA l'utilisation des smartphones continue d'augmenter vertigineusement en Afrique Subsaharienne, atteignant 50 % du total des connexions en 2020. Au cours des cinq prochaines années, le nombre de connexions à l'aide de smartphones en Afrique subsaharienne va presque doubler pour atteindre 678 millions d'ici à la fin de 2025, soit un taux d'adoption de 65 % de la population.

Quelle est la part des entreprises africaine dans ce marché? Dans le monde, 1 smartphone sur 10 est produit au Vietnam produisant des revenus d'exportations de plus de 45 milliards d'USD en 2017... soit près du 1/3 du total des exportations africaines tous secteurs confondus.

Notre objectif ne saurait donc se limiter à être un utilisateur de smartphone. Sur le financement, soyons clairs, ce sont les ressources domestiques qui doivent être la première source de financement des économies africaines. J'ai développé quelques pistes de réflexions sur cette question dans mon livre « Financer l'Afrique – densifier les systèmes financiers locaux », ainsi que dans mon essai sorti cette année en pleine crise covid « sortir du collapsus économique ».

Pour illustration, en 2000, l'encours des marchés obligataires souverains du continent était à 28 milliards de dollars avec peu de maturités dépassant les 3 ans, à fin 2020 nous étions à plus de 500 milliards de dollars et des maturités allant de 10 à 30 ans pour quelques pays.

Le marché des titres publics par adjudications dans la CEMAC était à 2 milliards de dollars à fin 2018, il est passé à plus de 8 milliards de dollars en juillet 2021... 4 fois en moins de 3 ans.

Les opportunités de mobilisation de ressources locales sont immenses.

Après plus de 16 ans à scruter nos systèmes financiers locaux, je peux affirmer, ici à Nouakchott, que l'Afrique est créancière nette du reste du monde. Nous devons réorganiser nos systèmes financiers pour l'agenda 2050. Sur la dette domestique, en particulier la dette de marché, nous avons l'opportunité avec la crise actuelle, d'utiliser des méthodes connues comme le Quantitative Easing, en coordination avec les banques centrales de chaque région, de libérer des capacités budgétaires pour plus de 200 milliards pour l'ensemble du continent. Ce serait là le plus grand effort de soutien à la relance de nos économies.

Mesdames, Messieurs,

Distingués invités,

L'Afrique en 2050 sera une puissance économique mondiale parce que nous saurons mobiliser nos forces internes.

L'histoire nous enseigne que Malthus a eu tort. La croissance démographique n'est pas un danger vu que les ressources de l'esprit humain sont infinies.

A l'heure des colonisations au 19e siècle, pendant que l'Europe comptait environ 400 millions d'habitants, la population estimée de l'Afrique était d'environ 100 millions sur 30 millions de km².

En 2050, ce continent aura réalisé une prouesse sans précédent dans l'histoire de l'humanité en termes de dynamique démographique, malgré les guerres, les

épidémies et la pauvreté.

L'Afrique dispose de plusieurs atouts, notamment :

La taille de sa démographie en essor pour favoriser le commerce intra-africain ;

La structure de sa population pour favoriser la mobilisation de l'épargne, de la créativité et de la capacité de travail ;

Oui, l'économie c'est d'abord l'agrégation des comportements des individus... à nous d'organiser les bonnes incitations pour réaliser nos objectifs ;

L'Afrique possède 60% des terres arables disponibles dans le monde ;

Sa position géographique entre l'Europe et l'Asie est un atout pour booster son commerce et diversifier ses partenaires ;

L'essor technologique avec l'IA pour réaliser un leapfrog dans le développement industriel et faciliter l'accès à plusieurs secteurs comme le foncier, la finance, le commerce, la sécurité, la médecine, l'éducation, etc. ;

L'Afrique a besoin des femmes et des hommes qui peuvent inventer ce qui n'a pas encore existé.

Je vous remercie

Après plus de 16 ans à scruter nos systèmes financiers locaux, je peux affirmer, ici à Nouakchott, que l'Afrique est créancière nette du reste du monde. Nous devons réorganiser nos systèmes financiers pour l'agenda 2050. Sur la dette domestique, en particulier la dette de marché, nous avons l'opportunité avec la crise actuelle, d'utiliser des méthodes connues comme le Quantitative Easing, en coordination avec les banques centrales de chaque région, de libérer des capacités budgétaires pour plus de 200 milliards pour l'ensemble du continent.

Conclusion et recommandation des Financial Afrik Awards

Les deux jours d'intenses travaux sur l'Afrique en 2050 ont permis de dégager des préoccupations fortes sous formes de recommandations que nous listons ci-dessous. Au delà des peurs de la bombe démographique, l'Afrique dans 30 ans sera plutôt un Océan d'opportunités avec 2,5 milliards d'habitants, une classe moyenne estimée à 400 millions de personnes avec un PIB cumulé de 30 000 milliards d'euros dans le cas d'une ZLECA optimale. Le paramètre de base de la prospective de l'Afrique en 2050 repose sur l'intégration africaine à travers la ZLECA et les traités complémentaires. Voici les recommandations issues du Forum de Nouakchott pour une Afrique prospère en 2050.

-Nécessité pour les États d'accélérer le processus continental de démantèlement tarifaire et non tarifaire dans le cadre de la ZLECA.

-Renforcement de la bonne gouvernance, pilier indispensable d'un environnement des affaires sain et d'une économie prospère. La conférence préconise le renforcement des mécanismes supranationaux de contrôle de la bonne gouvernance. Mécanisme d'évaluation par les pairs, tribunaux d'arbitrages au niveau de chambres africaines de commerce.

-La conférence a revisité les déterminants du succès des pays de l'Asie du Sud-Est et réaffirme que l'investissement dans le capital humain (éducation et santé) est le préalable à tout développement.

-La conférence de Nouakchott encourage les États africains à consolider leur rôle de régulateur et à se désengager du secteur productif au profit du secteur privé local, régional et continental.

- La conférence estime indispensable la mise en place de cadres dialogue public-privé pour un climat de sérénités entre les puissances publiques et les opérateurs économiques.

-La conférence estime qu'il est temps de dépasser le procès colonial au profit de relations constructives entre le Nord et le Sud. Le transfert de technologie et de savoir faire passe par des joint ventures et une coopération équilibrée entre l'Afrique et ses partenaires.

-La Conférence reconnaît l'étroitesse des marchés des capitaux et de la dette en Afrique et appelle à l'intégration financière du continent du Cap au Caire.

- La conférence estime que la balkanisation monétaire actuelle de l'Afrique avec des monnaies faibles renchérit les services des dettes et appelle à un décloisonnement monétaire et financier du continent.

-La Conférence estimant que le spectacle actuel de la

fuite de la jeunesse africaine par la Méditerranée est un indicateur d'échec et appelle de ce fait les pays africains à démultiplier les initiatives pour l'emploi des jeunes et l'accompagnement des PME.

-La conférence appelle les banques centrales africaines à suivre de près les mutations et les convergences entre secteurs bancaires et télécoms au profit de l'inclusion financière et sociale.

-La conférence rappelle que le développement des infrastructures à travers des PPP innovants et équilibrés doit prendre en compte les normes de durabilité (ESG) et s'inscrire dans les ODD et la transition énergétique.

-La conférence estime que la transition énergétique est un facteur de compétitivité économique qui va au delà des contraintes des engagements internationaux.

-L'Afrique doit améliorer son mixe énergétique, ce qui lui permettra de mettre en valeur son potentiel en matière d'énergie renouvelable.

- L'industrialisation de l'Afrique à travers la transformation de ses matières premières agricoles et minières est un impératif pour la sécurité aliment et l'insertion sociale des jeunes.

- L'exploitation des ressources minières, pétrolières et gazières doit intégrer la dimension local content et privilégier la transformation au niveau local.

-Le financement de l'habitat social est un objectif majeur de l'Afrique en 2050. D'où la nécessité de politiques publiques volontaristes reposant sur des mécanismes permettant la mobilisation massive de l'épargne locale et de l'épargne de la diaspora.

-A propos de la Mauritanie, pays hôte de la quatrième édition des Financial Afrik Awards (4FAA), la conférence émet les recommandations suivantes:

-Investir dans le capital humain (santé et éducation) préalable de tout développement.

-Poursuite des réformes pour l'amélioration de l'environnement des affaires et le rétablissement des relations de confiance entre l'Etat et le secteur privé national et international.

-Mettre un place un cadre légal pour le local content et encourager les joint ventures.

- Accompagner les jeunes porteurs de projets par des mécanismes de financement innovants.

Motion spéciale:

Les organisateurs de la quatrième édition des Financial Afrik Awards remercient chaleureusement le peuple mauritanien et son gouvernement pour la mobilisation exceptionnelle observée lors de la quatrième édition des Financial Afrik Awards.

Les organisateurs de la quatrième édition remercient l'ensemble des participants, des partenaires, des sponsors et les lecteurs de Financial Afrik pour leur soutien dans la tenue de cette conférence financière et économique. La cinquième édition des Financial Afrik Awards (#5FAA) aura lieu en décembre 2022 à Lomé



PARTENAIRES MEDIAS



Les lauréats de Financial Afrik Awards

La quatrième édition des Financial Afrik Awards s'est refermée en apothéose avec la remise des trophées FAAwards à ceux qui se seront distingués dans leurs catégories respectives par leur leadership et l'impact de leurs réformes et de leurs activités. A la suite du comité de sélection, le public a voté pour la première fois directement en ligne permettant de faire une première sélection. Le jury a procédé aux sélections finales.



Ousmane Mamoudou KANE

Ministre des Affaires Économiques, et de la Promotion des Secteurs Productifs

Ministre de l'Economie et des Finances de l'année



Télécharger le magazine Les 100 qui transforment l'Afrique



Cheikh El Kebir Moulaye Taher

Gouverneur de la Banque Centrale de Mauritanie (BCM)

Gouverneur de Banque Centrale de l'année



Télécharger le magazine Les 100 qui transforment l'Afrique

Financial Afrik Tout le monde africain
AWARDS
 4^{ème} Edition
 #AFAA

100 QUI TRANSFORMENT L'AFRIQUE

UMOA-Titres



Adrien Diouf

Directeur Général de l'agence UMOA-Titres

Les catalyseurs des marchés financiers



Télécharger le magazine
 Les 100 qui
 transforment l'Afrique

Financial Afrik Tout le monde africain
AWARDS
 4^{ème} Edition
 #AFAA

100 QUI TRANSFORMENT L'AFRIQUE

redland



Ylias Akbaraly

CEO de Redland

CEO de l'année



Télécharger le magazine
 Les 100 qui
 transforment l'Afrique



Admassu Tedesse

PDG de la Trade and Development Bank (TDB Group)

Banquier de Développement l'année



Télécharger le magazine
Les 100 qui
transforment l'Afrique



Jules Ngankam

CEO de African Guarantee Fund (AGF)

Financier de L'année



Télécharger le magazine
Les 100 qui
transforment l'Afrique



Elisabeth Rossiello

PDG et fondatrice de AZA

Deal de l'année



Télécharger le magazine
Les 100 qui
transforment l'Afrique



Leila Bouamatou

Directrice Générale de la Générale de Banque de
Mauritanie (GBM)

Banquier de l'année



Télécharger le magazine
Les 100 qui
transforment l'Afrique



Papa Demba Diallo

Directeur Général Fonsis Sénégal

Fonds d'investissement de l'année



Télécharger le magazine
Les 100 qui
transforment l'Afrique



Richard Lowé

PDG du Groupe Activa

Assureur de l'Année



Télécharger le magazine
Les 100 qui
transforment l'Afrique



Carlos Lopes

Économiste et Ancien Secrétaire Exécutif de la CEA

Economiste de l'année



Télécharger le magazine
Les 100 qui
transforment l'Afrique



mazars

Abdou Diop

Managing Partner de Mazars au Maroc

Centre d'expertise financière de l'année



Télécharger le magazine
Les 100 qui
transforment l'Afrique



Baba Hady Thiam

Associé gérant de Thiam & Associés

Avocat d'affaires de l'année



Télécharger le magazine
Les 100 qui
transforment l'Afrique



Thierno Seydou Nourou Sy

Directeur Général de la Banque Nationale pour
le Développement Economique (BNDE)

Mentors des PME



Télécharger le magazine
Les 100 qui
transforment l'Afrique



Mr Azad Dhomun

DG de la Banque Fédérale de Commerce des Comores

Prix spécial du Jury



Télécharger le magazine
Les 100 qui
transforment l'Afrique



Constant Nermalé

CEO de Africa 24

Média panafricain de l'année



Télécharger le magazine
Les 100 qui
transforment l'Afrique



Didier Acouetey

Président du Groupe AfricSearch

Chasseurs de tête



Télécharger le magazine
Les 100 qui
transforment l'Afrique

Remise des trophées lors du gala des Financial Afrik Awards



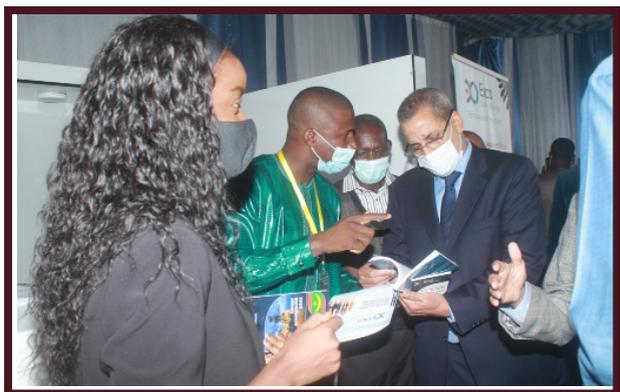
Financial Afrik awards en images

Sur flickr

<https://www.flickr.com/photos/186155941@N03/albums/72177720295387530/with/51765072100/>









Revue de presse

senenet.net

4EME ÉDITION DU FINANCIAL AFRIK AWARD: La BNDE Sacrée « Mentor Des PME »

By Senenet On Dec 22, 2021

ACTUALITÉ SOCIÉTÉ



34 0

Pour la deuxième année consécutive, la Banque Nationale pour le Développement économique dirigée par Monsieur Thierno Seydou Nourou SY a été sacrée « Mentor des PME » par un public de 25 000 votants et le jury de Financial Afrik composé d'éminentes personnalités.

Le trophée a été décerné le 17 décembre 2021 à Nouakchott en marge de la cérémonie de la 4ème édition des Financial Afrik Awards.

<https://senenet.net/4eme-edition-du-financial-afrik-award-la-bnde-sacree-mentor-des-pme/>

ccitunis.org.tn

Home > À la une > Nouakchott abritera la quatrième édition des Financial Afrik Awards (FAA)



Nouakchott: le 7 octobre 2021. Le journal financier panafricain Financial Afrik, en partenariat avec le Ministère mauritanien de l'Économie et de la promotion des secteurs productifs organisés, les 15 et 17 décembre 2021, la quatrième édition des Financial Afrik Awards (FAA) à l'hôtel Retaj Resort de Nouakchott (Mauritanie) sous le thème général de «L'Afrique en 2050».

L'événement placé sous le haut patronage de son Excellence Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, Président de la République, réunira en présentiel 200 personnalités du monde de l'Économie, de la Finance et des Affaires et, en virtuel, quelques 400 inscrits qui suivront la conférence à travers une plateforme dédiée. En plus du panel de haut niveau consacré aux grandes ten-

<https://ccitunis.org.tn/fr/nouakchott-abritera-quatrieme-edition-financial-afrik-awards-4faa/>

www.leral.net

« Financement du logement en Afrique » : Bocar Sy présente le modèle sénégalais et plaide pour la réduction des délais de création des titres de propriété pour améliorer le dispositif de financement du logement.



Succès qui fait que le Sénégal, 2ème puissance économique de l'espace UEMOA détient plus de 60% des encours immobiliers de la zone et la Banque de l'Habitat du Sénégal à elle seule réalise plus 50% desdits encours.

« Je voudrais insister sur un point essentiel, à savoir le rôle de la puissance publique dans le financement du logement », lance d'emblée le président de l'Association professionnelle des banques et établissements financiers du Sénégal (APBEFS) M. Sy qui intervenait lors d'un panel sur le thème : « Financement de l'habitat en Afrique », dans le cadre de la 4^{ème} édition des Financial Afrik Awards qui s'est tenue du 16 au 17 décembre dernier à Nouakchott (Mauritanie), a souligné que « la puissance publique doit au-delà de la régulation, intervenir pour faciliter l'accès au logement aux populations à faibles revenus en subventionnant ce qui peut l'être ».

https://www.leral.net/Financement-du-logement-en-Afrique-Bocar-Sy-presente-le-modele-senegalais-et-plaide-pour-la-reduction-des-delais-de_a321699.html

ANA

<https://www.africanewsagency.fr/financial-afrik-awards-2021-an-exceptional-vintage/?lang=en>



<https://afrique.le360.ma/mauritanie/economie/2021/12/17/36400-video-mauritanie-financial-afrik-awards-et-les-enjeux-economiques-en-afrique-lhorizon-2050>



<https://africa24tv.com/afrique-700-decideurs-economiques-aux-financial-afrik-awards-2021/>



https://www.lejecos.com/Financial-afrik-awards-2021-Le-Fonsis-designe-fonds-d-investissement-de-l-annee_a21089.html